

2024 — Annus horribilis ?

Au sujet de l'actualité de la politique intérieure du monde

André Bleicher, Stefan Padberg, Wolfgang Rau

Deux scènes de guerre marquèrent le monde de façon déterminante l'année passée : l'Ukraine et Israël/Palestine. Dans les deux cas, les agresseurs — respectivement la *Fédération de Russie* et le *Hamas* — contestent le droit à l'existence de leur opposant respectif. Ce qui est commun aux deux, c'est leur dimension de mépris de l'humain, qui ne prend même pas en considération leur propre peuple, que ce soit, dans le cas de Poutine, l'incinération en masses de ses soldats ou dans le cadre du *Hamas*, le sacrifice conscient de sa Société civile. Les deux agresseurs s'allient, malgré leurs différences dans une logique de destruction sans scrupule à l'instar d'un moyen stratégique à l'encontre des États occidentaux.

Quoique les deux guerres ne puissent plus avancer, l'année 2024 peut devenir une année fatale. En particulier la situation de pat peut se résoudre dans la guerre d'agression russe, si vers la fin de l'année, le président-US devait être de nouveau Donald Trump et qu'il fît réellement ce qu'il a annoncé : mettre fin à la guerre en Ukraine en l'espace d'un jour — les USA plantant là l'Ukraine. Maintenant les Républicains bloquent déjà au Sénat un soutien ultérieur à l'Ukraine — un signe avant-coureur de ce qui pourrait survenir à la fin de l'année.

Le monde court le danger aigu qu'en 2024, la situation tourne au profit des agresseurs. Poutine et le Hamas sont unis par leur volonté de destruction pure et simple. Il ne leur semble pas possible de vaincre l'adversaire à l'aide d'un projet de vie propre et attrayant, ni de conquérir le territoire adverse. La chose est manifeste dans le cas de la Fédération de Russie. Après l'échec de la conquête de Kiev, Poutine tente de détruire l'infrastructure de l'Ukraine afin de la démoraliser.

La stratégie du *Hamas*, par contre, apparaît plus perfide : Elle vise à provoquer des réactions massives en Israël à la suite du massacre brutal de la population civile, ce qu'il parvient à faire. Dans sa tentative d'éliminer le *Hamas* en tant que facteur militaire dans la bande de Gaza, le gouvernement de Benjamin Netanyahu compte sur le fait que la colère des Palestiniens se retournera en premier lieu contre ses propres dirigeants. Mais c'est toutefois le contraire qui se passe. En acceptant la destruction de Gaza dans le cadre de sa défense — légitime pour elle-même — dans la lutte contre la milice du *Hamas*, Israël assure la réussite des calculs de la milice terroriste. La colère à l'encontre d'Israël se renforcera et pourrait déboucher finalement dans un état de guerre durable, ce que les terroristes visent en définitive. Pour cela, le *Hamas* est prêt à sacrifier les gens qui le suivent dans une « guerre sainte ».

À la fin de l'année 2023, nous nous voyons exposés à deux guerres acharnées, lors desquelles la logique intérieure des agresseurs ne consiste pas à conquérir des territoires étrangers, mais plutôt de s'efforcer à détruire l'adversaire en l'éradiquant.

Au lieu d'une concurrence des systèmes, l'anéantissement de l'ennemi

La configuration des conflits acharnés représente une grave différence par rapport à l'ancien conflit des systèmes de la Guerre froide. Dans toutes les oppositions des systèmes, dans maintes guerres par procuration et en dépit du danger d'une escalade atomique, le conflit était en lui-même en partie plus productif. Les deux côtés cherchaient à renchérir sur le système opposé et devaient apparaître attractifs pour leur propre population.

Cette logique de concurrence des systèmes prit forme, dès 1957, au moment où l'Union soviétique avec le « choc du sputnik » laissait subitement l'Occident à la traîne. John F. Kennedy avait reconnu publiquement l'autre système, dans son discours à l'ONU, pour assurer la paix aussi. Toutefois, dans le même temps, il avait clairement expliqué qu'on reprenait la concurrence sous la forme d'une coexistence paisible, mais pour développer sur cette voie un modèle de société le plus attractif possible ; « *Dans la concurrence pour une vie meilleure, le vainqueur en sera le monde entier.* » Une telle concurrence se refléta dès lors dans presque tous les sous-systèmes, dans l'économie, le système éducatif, en science et dans l'art et — totalement manifeste — dans le sport. Ce système prit fin en 1988, lorsque Mikhaïl Gorbatchev mit fin, dans une position égale, à l'ère concurrentielle et voulut alors entrer dans une phase de collaboration productive. Gorbatchev suivait le discernement que le système soviétique rigidifié devait être modifié et qu'il n'était pas en situation de gagner dans la concurrence systémique eu égard au capitalisme dynamique d'en face. Malheureusement il, ne parvint point — et cela fut la leçon des années 1990 — à mettre une collaboration productive sur la voie. Le système inférieur sombra plutôt dans le rôle d'un perdant absolu, dont la voix ne fut plus guère nettement entendue dans le vacarme triomphaliste de l'Occident.

Aujourd'hui, pourtant la relation Ouest-Est — pour le moins à partir de la vue qu'en a l'administration de Poutine, — n'est plus marquée d'une concurrence productive mais par une hostilité purement antagoniste et fondamentalement instaurée. La seule et

unique chance pour la Fédération de Russie, telle est la doctrine de Poutine tirée de la leçon de l'échec de l'Union soviétique et eu égard à l'attractivité de la manière de vivre occidentale pour les états riverains de la Russie, qui consiste dans l'effort de renforcer son propre système et d'épuiser autant que possible l'autre système. Par tous les moyens, la Russie enchaîne autour d'elle ses états riverains. On peut laisser ouverte la question de savoir si cela implique de créer une Union eurasiatique et d'échapper ainsi à une périphérisation toujours plus forte. Il est possible qu'il ne s'agisse simplement que de combattre l'opposant par la destruction [à portée de canons, *ndt*]. Eu égard au produit social, — mesuré en chiffre absolu et situé au-dessous de celui du Chili ou de l'Italie — la Fédération de Russie est forcée de reconnaître que l'Occident ne peut plus être défié de manière constructive. Les conséquences du déclin économique et politique sont les mêmes. Si les troupes russes minent et rendent ainsi inhabitables de vastes parties du pays, la destruction est alors comparable à un jeu d'enfant, car une reconstruction durera longtemps et sera immensément coûteuse. Une partie du calcul repose sur les Occidentaux qui devront en assumer le coût ; une querelle est évoquée de ce fait, quant à savoir comment les charges de reconstruction seront réparties. La guerre d'agression est un partie du plan pour diviser le système occidental et le chaotiser.

Tandis que Poutine détruit les infrastructures de l'Ukraine, il part en quête en même temps d'alliés possibles, parmi les démocraties occidentales. Ainsi son comportement — de nature purement instrumentale — est-il à comprendre à l'égard de la protagoniste du rassemblement national français, Marine Le Pen, ou de l'AfD allemande. En soutenant également financièrement les partis d'extrême-droite en Europe, il brise ainsi une partie des démocraties libérales en dehors du consensus fondamentalement démocratique et tente de saper les systèmes démocratiques européens. Dans cette mesure Poutine réalise un double-jeu : Lorsqu'il produit un exode massif en Ukraine, il déstabilise, d'une part, l'Ukraine, et met en

danger, d'autre part, aussi le consensus des pays d'accueil de l'UE.

Une vaste part du calcul du *Hamas* est comparable à la stratégie de Poutine. Les palestiniens morts et ceux réfugiés sont pris au compte pour attiser les protestations contre Israël. L'opposant intérieur en est simultanément attaqué ; Depuis que le *Hamas*, en 2007, est parvenu au pouvoir à Gaza, tout autre élection fut interceptée et son concurrent, le *Fatah* de Mahmoud Abbas en est écarté avec la plus extrême brutalité. Cela ressemble au comportement de Poutine, qui ne cesse de restreindre les possibilités juridiques de l'opposition et détruit systématiquement toute critique journalistique et les mouvements culturels — de cette façon, c'est l'arbitraire qui règne. En conséquence les élections présidentielles dans la Fédération de Russie en mars pourraient sombrer dans une grand Poutine-*show*.

Le despotisme domine-t-il le droit ? Démocraties libérales en quête d'une réponse

Il semble que le système Poutine ou celui du *Hamas* se soient assurés un avantage tactique : Une démocratie c'est une entité qui est toujours enchaînée au droit et à la loi et de ce fait, elle se voit aussi livrée un peu plus largement à la destruction. Le plus grand danger pour les démocraties occidentales est de vouloir faire comme les agresseurs et de répondre à la destruction des adversaires par leur propre destruction.

Mais cela signifierait renoncer à ses propres normes juridiques et tomber dans le piège des autocrates. C'est le danger auquel Israël se voit actuellement confrontée. Joe Biden mit déjà tôt en garde le gouvernement Netanyahu de ne pas répéter l'erreur commise par les USA, après l'attaque terroriste du 11 septembre 2001, et de se laisser ainsi guider par la « colère ». Biden fit cela, bien que — ou bien directement parce que de son côté — il fût un défenseur de la guerre d'Irak. De fait, cette guerre-ci, contraire aux droits des peuples, a délégitimer la position occidentale dans le Sud global. Après l'effondrement de l'Union soviétique, la chance eût existé de créer un nouvel ordre mondial dans l'esprit des

Nations Unies — la fin de la bipolarité globale d'après-guerre. Toutefois les USA, comme seul et unique *hégémon* n'y avait aucun intérêt, pour partager leur puissance ou y renoncer. Au lieu de cela, ils ont rompu l'ordre juridique international. Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, avait prévu les conséquences d'une telle action et avait donc instamment demandé au président Bush de renoncer à la guerre en Irak, car cela détruirait les fondements des Nations unies.

C'est pourtant exactement ce qui s'est passé au préjudice de la communauté mondiale et de celle des démocraties libérales. On a fait croire ainsi au monde que le droit n'était valable que dans la mesure où il profitait à la position de chacun. Mais dès que cela est remis en cause, c'est l'arbitraire qui règne. C'est notoirement dans ce piège à trébuchet, qu'Israël est tombée — l'échec du 9/11 [read « nine-eleven », please !, *ndt*] de l'Occident menace de se reproduire. Le désir légitime d'éliminer le *Hamas*, tout en continuant à détruire les infrastructures et à anéantir ainsi les moyens de subsistance de la population palestinienne de la bande de Gaza, sème désormais les graines de la haine, ce qui fait le jeu des terroristes. Si l'on pousse la population civile dans les bras de l'ennemi, même une victoire tactique se transforme en défaite stratégique, constate le ministre américain des Affaires étrangères, Lloyd Austin — à juste titre. À partir de la volonté d'Israël d'anéantir l'ennemi, une impuissance politique propre en résulte ainsi que l'impossibilité d'atteindre un jour la paix — car avec chaque enfant mort à Gaza croît la vraisemblance d'un nouveau mouvement anti-Israélien et des réactions antisémites.

Le gouvernement de Netanyahu n'est cependant pas impressionné par les avertissements des USA. Jusqu'à la victoire « absolue », selon le premier ministre Netanyahu, le combat contre le *Hamas* sera poursuivi (voir Münsch 2023). Ainsi Israël pourrait répéter l'erreur des USA après le 9/11.

Le danger de la destruction des démocraties

Les démocraties libérales sont dans une situation difficile. Le commandant en chef de l'armée ukrainienne, Valery Zaluschny, s'est exprimé — contre la volonté du Président Volodymyr Zelensky — au sujet que l'on se retrouvait entre temps dans une guerre de position. Sous les conditions préalables actuellement données — trop peu de livraisons d'armes de l'Ouest et un manque de soldats — celle-ci ne peut plus guère être gagnée. Il est vraisemblable que la situation de pat devrait se déplacer au profit de la Fédération de Russie, puisque Poutine fait basculer son pays entre temps dans une économie de guerre qui consomme 30 % du produit social brut en investissement d'armes (voir Scholl 2023). En outre il est personnellement en situation de mobiliser ses ressources personnelles pour la guerre.

L'année 1924 ne devrait fondamentalement rien changer à ces conditions préalables inégales. La progression des Républicains aux USA et le blocage de toute planification budgétaire, montre qu'il ne reste plus grand-chose d'un parti républicain, autrefois pragmatique. Pire encore, il s'agit en partie d'acteurs qui, comme Poutine, sont prêts à endommager ou à saper les institutions démocratiques. Le comportement de Trump, selon la dernière élection présidentielle, a montré cela dans toute sa netteté effrayante. Cette élection à venir sera celle décisive, car si le bonapartiste Trump devait la remporter, cela marquerait une autre étape dans la destruction des démocraties. De l'intérieur (voir Bleicher 2020). En comparaison, les trois élections régionales en Allemagne de l'Est semblent presque insignifiantes. Elles ne le sont pourtant pas, car les résultats des élections permettront de déterminer si l'AfD, classée à l'Est comme une organisation d'extrême droite avérée, peut s'établir comme la force la plus puissante d'un Land.

Pour l'Ukraine, ces tendances qui se précisent ne signifient rien de bon, car l'Ouest est de plus en plus fatigué de la guerre (voir Schulz 2023). Le militaire et expert de la Russie, Gustav Gressel, de l'*European Council on Foreign Relations*, va même jusqu'à affirmer : « *Biden, et aussi le Chancelier Olaf Scholz, ont peur d'avance que l'Ukraine gagne.*

Tous deux voudraient un cessez-le-feu et aucune défaite trop rapide de la Russie. Ils redoutent que la Russie ne tombe en miettes et que quelqu'un pût appuyer sur le bouton nucléaire. » (chez Diekmann 2023). Dans une mesure croissante, des états et des acteurs en Europe votent contre tout autre soutien à l'Ukraine. Parmi eux, la Hongrie de Viktor Orbán, Robert Ficos de la République slovaque, mais aussi le Hollandais et chef potentiel de gouvernement, Geert Wilders. En Allemagne, des acteurs comme l'AfD ou la gauche confusionniste en formation de Sahra Wagenknecht¹, en font partie.

Devant cet arrière-plan, Poutine devrait jouer la carte de la guerre à Gaza dans son jeu, car elle dirige l'attention hors de l'Ukraine. L'Europe par contre, ne semble pas encore avoir suffisamment compris que la guerre de Poutine n'est pas contre l'Ukraine, mais c'est une guerre contre l'Ouest à laquelle il ne mettra guère fin avant le 5 novembre 2024, le jour de l'élection aux USA. Poutine joue consciemment la roulette et mise sur le triomphe de Trump avec la conséquence que le soutien des USA à l'Ukraine serait alors brusquement interrompu : 2024 *annus horribilis* — serait le vainqueur de la guerre.

Penser au-delà de l'aspect militaire

La logique de destruction poursuivie par Poutine et le *Hamas* procure aux deux acteurs un avantage systématique — pour le moins aussi longtemps qu'on ne pense pas au-delà d'une solution guerrière au conflit. Or les deux guerres ne peuvent plus avancer entre temps, avec des stratégies avantageuses pour les agresseurs. Il importerait donc à présent d'inverser le processus guerrier en un processus politique qui viserait une cessation du combat. Autrement dit, le but de l'Occident pour 2024, devrait consister pour le moins de sortir d'un conflit acharné et d'entrer dans une guerre froide régulière. Les Nations Unies, seraient normalement le lieu pour pacifier les hostilités, mais l'ONU ne dis-

¹ Au sujet de la gauche confusionniste voir Mason 2023.

pose actuellement d'aucune sorte d'autorité — en outre le Conseil de sécurité est bloqué durablement par les politiques des puissances disposant d'un droit de veto comme la Russie et la Chine, mais aussi les USA.

En Ukraine, il s'annonce que Poutine table sur une guerre longue. À Washington par contre, on recherche des options de sortie, d'une part, parce que les Républicains bloquent les livraisons d'armes, d'autre part, les démocrates au pouvoir se sont aussi placés dans la perspective des élections prochaines. Eu égard à une possible victoire électorale de Trump, c'est dans l'intérêt des Ukrainiens de méditer des alternatives politiques :

Trois scénarii sont discutés :

- (1) La solution Coréenne a en tête une gelée de la guerre, en correspondance avec l'actuelle situation de pat. La solution coréenne recèle le danger que la Fédération de Russie puisse toujours transformer le conflit froid en un conflit violent aussitôt que faiblit la force militaire de l'Ukraine. Par ailleurs, l'Ukraine nécessite un soutien durable de l'Occident pour pouvoir assurer la sécurité d'une frontière de 1000 kilomètres.
- (2) À côté de la solution coréenne, on discute de celle allemande. L'Ukraine doit renoncer à son domaine oriental, en contrepartie de l'acceptation de l'Ouest de l'Ukraine dans l'OTAN et donc à l'instar de la République Fédérale Allemande en 1956. De ce fait l'Ukraine en arriverait à jouir d'une vaste protection militaire. En supposant une rationalité limitée, la Fédération de Russie se garderait bien de provoquer un conflit avec l'OTAN.
- (3) Comme troisième solution, la neutralité de l'Ukraine est discutée. Avant et peu après le début de la guerre d'agression russe, le gouvernement Zelensky était prêt à renoncer à son objectif d'adhésion à l'OTAN et à accepter la neutralité. Après deux ans de guerre la confiance qui est nécessaire pour cela de l'Ukraine vis-à-vis de la Russie n'existe plus.

Eu égard à l'armement énorme de Poutine, cette solution serait par ailleurs dépendante du fait que des états tiers garantissent la sécurité de l'Ukraine. Avec cela la question se pose de savoir

si l'UE, aussi dans le cas d'une victoire potentielle de Trump, se voyait en situation de garantir la sécurité de l'Ukraine. Un tel soutien ne peut aucunement être idéal, mais doit aussi inclure en particulier de réels engagements d'assistances. Cela signifierait que l'UE dût édifier une facilité militaire crédible qui soit dotée de moyens financiers suffisants, d'un standard d'armements et de doctrines d'intervention de manière à pouvoir fonctionner indépendamment de l'OTAN en cas de doute. L'idée qu'un cessez-le-feu interviendrait et que les belligérants reviendraient ensuite au *statu quo ex ante* est une dangereuse illusion.

Non seulement la garantie d'un futur cessez-le-feu nécessitera un engagement plus important de l'UE à tous les niveaux. Actuellement, aucun gouvernement (à l'exception peut-être de la Chine) n'est en mesure d'amener Poutine à la table des négociations, pour au moins entamer des négociations de cessez-le-feu. Poutine attendra l'issue des élections américaines — tout manifestement il n'a aucun intérêt à mettre fin à la guère violente et à entrer dans une nouvelle guerre froide. Il sait que les capacités russes pour une concurrence compétitive — autrement que celles de l'Union soviétique en 1989 — n'existent plus ; c'est la raison pour laquelle Poutine préfère des conflits violents depuis des années : de la Tchétchénie, par la Géorgie et la Syrie jusqu'à l'Ukraine.

Dans le conflit Israël/Palestine, on ne voit pas actuellement comment une solution pourrait être constituée. Même si Israël parvenait à éliminer une grande partie des terroristes, il n'est pas clair comment, en se rattachant à ce qui se passe, la bande de Gaza pourrait être réorganisée. C'est dans cet esprit que Hayim Katsman — un activiste israélien de gauche et scientifique, qui fut assassiné par le *Hamas*, le 7 octobre 2023 — avait présenté un essai dont il vaut de prendre connaissance et à propos duquel il vaut de réfléchir et de discuter. Katsman pense à partir de la solution-des-deux-états, favorisée par les gauches israéliennes. Mais il critique les israéliens de gauche en ce sens que, lorsqu'ils parlent d'une solution à deux États, ceux-ci restent implicitement prisonniers d'une solution ethno-natio-

nale. Mais aller plus loin, comme le propose la *One Democratic State Campaign*, cela veut dire créer une démocratie constitutionnelle dans toute la zone comprise entre la Méditerranée et le Jourdain, « *qui engloberait les deux groupes : tous les citoyens de cet État auraient les mêmes droits individuels et la constitution protégerait les droits collectifs des deux nationalités* ». ² Katsman savait que cela n'était pas envisageable pour l'instant et il a consacré une partie importante de son article à la question de savoir comment cette approche pût atteindre une hégémonie politique en Israël.

L'abandon des lunettes ethno-nationales offrirait en outre la possibilité de reconnaître que le véritable conflit d'intérêt se situe au niveau des personnes qui, dans les deux groupes de population respectifs, veulent vivre ensemble et quels acteurs veulent par contre chasser l'autre dans chacun des groupes. Il pourrait alors s'avérer manifeste que le véritable problème réside dans les fondamentalistes des deux côtés.

Amorce de solution — Au sujet de l'actualité de Willy Brandt, Olaf Palme & Mikhail Gorbatchev

L'amorce de Katsman reprend implicitement une idée des années 1970, qui fut formulée pour la première fois par Willy Brandt dans le rapport de la commission Nord-Sud en 1976. [voir : https://fr.wikipedia.org/wiki/Rapport_Nord-Sud, *ndt*] Brandt y accomplit alors le pas allant d'homme politique de la détente — comme il le désigne — à l'homme de la politique intérieure du monde. La politique intérieure du monde n'appréhende pas les problèmes comme étant ceux des autres mais — pour parler de manière anthroposophique, d'une manière inhérente à l'âme de conscience — c'est-à-dire comme étant des problèmes internes du monde qui concerne dès lors un « Soi ». Ainsi la politique intérieure du monde, c'est à proprement parler la politique de l'âme

² Au fond, Kastman parle ici explicitement d'une société fonctionnellement articulée avec des degrés culturels de liberté de grande portée, telle que celle qui correspond à l'amorce d'une *Dreigliederung* sociale

de conscience universelle, laquelle n'abstrait pas à partir des problèmes, comme le fait par trop aisément une politique extérieure qui suit un intérêt national, mais elle les fait siens. Hayim Kastman pense et écrit dans le conflit Israël/Palestine en tant qu'homme politique de l'intérieur du monde. Il considère le conflit aussi avec les yeux des deux parties adverses et il est en situation, d'intégrer les intérêts des Palestiniens dans une solution politique, en pensant la *One democratic State Option*.

Willy Brandt, en tant qu'homme de la politique intérieure du monde, se trouvait en relation avec Olaf Palme qui, dans la politique de sécurité, formula que l'évaluation qu'un acteur ne se sent assuré que si son adversaire aussi peut se sentir assuré. Avec l'assassinat de Palme, cette amorce de politique intérieure du monde fut brisée nette. Mikhail Gorbatchev formula dans son allocution de 1988 des amorces pareilles de coopération qui renvoient au caractère d'une politique intérieure du monde.

L'amorce d'un penser de politique intérieure du monde permet de transférer le conflit sur un autre voie. La politique intérieure du monde englobe, elle se place aussi *dans les chaussures de l'adversaire* et avec cela, elle permet de reconnaître ses intentions. Pourtant comment pourrait être configurée une politique intérieure du monde qui ouvre une perspective et trouve une solution qui s'étende bien au-delà du niveau des exemples des jeux du penser washingtonien esquissés plus haut.

Une approche pourrait consister, à partir de l'école de pensée de la différenciation des sociétés fonctionnelles, de compléter le point de vue isolé du conflit militaire et d'y inclure les intérêts économiques de la Fédération de Russie. Celle-ci, depuis ses années de transformation, souffre de la « maladie des Pays Bas ». Je veux dire avec cela qu'un pays abandonne ses efforts dans le secteur de la production et se contente de vendre des ressources minières et des combustibles fossiles. Les Pays-Bas ont commis cette erreur en 1959, lorsqu'un important gisement de gaz naturel a été découvert et exploité. Pour la Fédération de Russie, la Banque

mondiale a enregistré une augmentation des exportations de combustibles depuis 2000. Depuis lors, l'industrie manufacturière a diminué de moitié, passant de 20 pour cent de la production économique à environ 10 pour cent. En d'autres termes, la Russie vit de l'extractivisme des ressources (voir Bleicher 2023) et elle a pratiquement perdu de vue la réindustrialisation. Une offre sérieuse de la Chine et des pays occidentaux de transférer des parts de la valeur ajoutée à la Fédération de Russie pourrait ouvrir à cette dernière un avenir au-delà du rôle d'exportateur de ressources naturelles et de combustibles. Une tentative en vaudrait la peine. Il se peut que l'administration Poutine ait adopté le modèle de société de l'extractivisme des ressources et que, comme le suppose Friedrich Glasl (2022, p.3), elle « se fiche des gens ». Toutefois, une offre sérieuse à l'égard de la Russie s'adresse également à la société russe et peut contribuer à lancer le discours dans le pays et à délégitimer la politique belliqueuse de Poutine. Si l'on montre que la Russie a plus à gagner d'une réintégration dans la division mondiale du travail, que dans une guerre de position en Ukraine, une solution diplomatique devient surtout d'abord saisissable.

La Chine est possiblement la seule et unique puissance qui ait une influence

notable sur Poutine. Elle a certes d'une part, un intérêt vital à ce que la Russie ne perde pas complètement la guerre en Ukraine, d'autre part, elle est considérablement renvoyée à un état de non-guerre — en tant que maîtresse exportatrice dans le monde, elle est dépendante d'une société mondiale qui fonctionne et elle se trouve elle-même engluée dans une crise économique massive. Il se pourrait que pour ces raisons, la Chine eût un intérêt à sortir d'un conflit violent en le menant à un conflit froid. Les petits pas d'un prudent rapprochement avec les USA pourraient avoir ici leur cause première et serait peut-être une preuve remplie d'espoir que les attitudes d'une politique intérieure au monde, des deux côtés, ne sont pas tout-à-fait ruinées.

La politique climatique mondiale comme politique intérieure mondiale

Le réchauffement global contribue aussi à ce qu'une conscience se développe en faveur d'une politique intérieure du monde. En 1986, Ulrich Beck dans son ouvrage, *Société à risques*, a parlé d'omni-gènes causées par les grands dangers écologiques. La détresse sera hiérarchique, le smog sera

démocratique, a formulé Beck. Quand bien même ceci n'est pas exact, car les risques technologiques touchent tout d'abord les faiblesses sociales, l'expression d'omni-gènes renferme une éventualité. La souffrance d'autrui est nécessairement perçue comme la propre souffrance, donc le réchauffement global peut devenir un exemple d'une politique se développant processuellement.

Dans le champ de la politique mondiale du climat il y a quelques intérêts à offrir des points de rattachement en direction d'une politique intérieure au monde. La Chine a annoncé, dans le champ préparatoire de la conférence sur le climat de Dubaï, vouloir « tirer la corde » dans le même sens que les USA et les autres états à l'avenir dans le combat contre le réchauffement du climat. Quand bien même les résultats de cette conférence sont bien en-dessous de ce qu'on en attendait, c'est toujours un signe encourageant que malgré tous les conflits, une voie coopérative n'est jamais totalement exclue. Cette corde à tirer dans le même sens peut être parfois si mince, mais la politique intérieure mondiale peut aider à tresser d'autres fils et à la renforcer.

Sozialimpulse 3-4/2023.

(Traduction Daniel Kmiecik)

Littérature :

Beck, Ulrich (1986) : *Risikogesellschaft [Société à risque]* Suhrkamp.

Bleicher, André (2023) : *Die Entscheidung für den Krieg ; Putins Exterminismus und die Suche nach dem Notausgang [La décision pour la guerre : l'exterminisme de Poutine et la recherche d'une issue de secours]*, dans *Sozialimpulse* 1/2023 pp.15-24 [Traduit en français : SIAB123.pdf]

Bleicher, André (2020) : *Die Wahlen in den USA — Ende des Bonapartismus ? [Les élections aux USA — Fin du Bonapartisme ?]* dans *Sozialimpulse* 4/2020 ; pp.3-12 [Traduit en français : SIAB420.pdf]

Dieckmann, Paul (2023) : *Scholz hat Angst, dass die Ukraine gewinnt.[Scholz a peur que l'Ukraine gagne]*, T-Online, 5.09.2023, https://www.t-online.de/nachrichten/ukraine/id_100203100/ukraine-krieg-was-ein-durchbruch-fuer-putin-bedeutet-wuerde.html

Glasl, Friedrich (2022) : *Die Erosion der europäischen Sicherheitarchitektur und der Krieg in Ukraine,[L'érosion de l'architecture de sécurité européenne et la guerre en Ukraine]* dans *Sozialimpulse* 1/2022, pp.3-12 .

Kastman, Hayim (2023) : *Die Erosion ein demokratisches Israel/Palestina [L'érosion d'un Israël/Palestine démocratique]*, dans *Jacobin* n° 15, Hiver 2023

Mason, Paul (2023) : *Für ein humanistische und radikale Linke [Pour une gauche humaniste et radicale]* dans *Frankfurter Rundschau*, 28.12.2023.

Münch, Peter (2023): *Netanjahu widersetzt sich den USA [Netanyahou s'oppose aux Etats-Unis]*, dans *Süddeutsche Zeitung*, 4.12.2023.

Scholl, Stefan (2023) : *Rußland baut sein militärisches Potenzial drastische aus — Wirtschaft erstaunlich widerstandsfähig [La Russie renforce drastiquement son potentiel militaire - Une économie étonnamment résistante]* *Frankfurter Rundschau*, 8.11.2023.

Schulz, Sven Christian (2023) : *Western wird « Kriegsmüde : Hilfen für Ukraine um 87 Prozent eingebrochen » [Western devient " De guerre lasse : l'aide à l'Ukraine s'effondre de 87 pour cent ".]*, md.de, 07.12.2023, <https://www.rnd.de/politik/ukraine-krieg-dramatischer-einbruch-der-hilfen-87-prozent-weniger-unterstuetzung-SJ3G6ONVFBFBFXRER7W4Z7N5Y.html>